



HAL
open science

Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau, Sabine Girard,
Marie Houdart, Valérie Deldrève et Camille Noûs (dir.),
“ Écologisation des pratiques et territorialisation des
activités. Le local est-il durable ? ”, Développement
durable et territoires,
Audrey Dupont-Camara

► To cite this version:

Audrey Dupont-Camara. Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau, Sabine Girard, Marie Houdart, Valérie Deldrève et Camille Noûs (dir.), “ Écologisation des pratiques et territorialisation des activités. Le local est-il durable ? ”, Développement durable et territoires, Lectures, 2020, 10.4000/lectures.49410 . hal-03819522

HAL Id: hal-03819522

<https://hal.science/hal-03819522v1>

Submitted on 13 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce numéro de Développement durable et territoires rentre en cohérence avec les aspirations d'une recherche pluridisciplinaire sur le développement durable des fondateurs de la revue¹ et présente plusieurs études réalisées dans différentes régions du monde. Si une majorité de contributions s'intéresse aux transformations des pratiques et des systèmes de production agricoles ou alimentaires, l'objectif reste d'interroger l'injonction du retour au/du local, au regard d'une compréhension environnementale renouvelée au niveau social. Coordinné conjointement par des sociologues (Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau et Valérie Deldrève) et des géographes (Sabine Girard et Marie Houdart), le dossier propose une réflexion originale à la croisée des disciplines² qui questionne les interactions entre deux processus parallèles : l'écologisation des pratiques et la territorialisation des activités.

Le premier concept invoqué par les auteurs désigne « toute entreprise de recadrage cognitif et normatif – un changement dans la manière de penser et de juger une conduite sociale – visant à une inflexion écologique plus ou moins forte des normes (légales ou implicites) et pratiques sociales en vigueur dans le domaine considéré (l'agriculture, la gestion des sports et loisirs de nature, la forêt...) »³. Actuellement, cette inflexion écologique affecte d'autres processus en cours comme celui de la territorialisation des activités, compris comme « l'ensemble des processus qui conduisent au renforcement des liens entre une activité et l'ensemble des composantes du territoire » (Ludovic Ginelli et al., § 4)⁴. En ce sens, les différentes dimensions du territoire (matérielles, identitaires et organisationnelles) sont en même temps prises en considération.

Si les coordinateurs partent du constat que ces phénomènes sont actuellement socialement problématisés de façon conjointe, ils insistent sur le fait qu'ils ont des histoires et parfois des trajectoires distinctes, malgré l'amalgame entre local et durable. Toutefois, ils formulent l'hypothèse que ces processus partagent des « caractéristiques communes dans les récits et les actions », ainsi que des « normes et des valeurs implicites » à étudier (Ludovic Ginelli et al., § 6). Tout l'enjeu de ce numéro consiste donc à identifier des notions et des catégories qui permettent d'analyser ces différentes logiques, ainsi que les jeux de pouvoir et les référentiels sous-jacents. Cet argumentaire est repris dans l'introduction qui présente les articles très diversifiés du dossier thématique et répertorie deux grandes orientations dans lesquelles les 14 contributions peuvent être classées : l'autonomisation des trajectoires écologiques et territoriales, d'une part, et la construction sociale des convergences entre écologisation et territorialisation, d'autre part.

Explorant de multiples études de cas, les communications du premier axe analysent autant des situations de territorialisation des normes écologiques et des dynamiques top-down que des expériences écologiques plus alternatives par les initiatives grassroots souvent isolées. Entre autres exemples, l'article de Vincent Banos et al. est particulièrement structurant pour la lecture de ces sujets. Il ouvre le dossier par une analyse critique et empirique des débats conceptuels en France autour de la relation entre local et durabilité, à partir des résultats de multiples recherches réalisées en 2000 et 2017. Les auteurs posent alors la question de savoir si la multiplication des territorialisations amène à de nouveaux modes de vie ou si l'écologisation est un prétexte pour

¹ Richard Laganier, Bruno Villalba et Bertrand Zuideau, « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Développement durable et territoires*, vol. 11, n° 2, juillet 2020, en ligne : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17428>.

² Certains articles du dossier sont écrits par des spécialistes en ingénierie et en économie. Ils s'intéressent notamment aux nouveaux modèles économiques (Amadou Niang, Sébastien Bourdin et André Torre ; Philippe Roman, Coralie Muylaert, Coline Ruwet, Géraldine Thiry et Kevin Maréchal) et à l'évaluation de l'impact environnemental des activités productives (Jonathan Lenglet et Sylvain Cauria).

³ Ginelli Ludovic, *Jeux de nature, natures en jeu. Des loisirs aux prises avec l'écologisation des sociétés*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. « EcoPolis », 2017.

⁴ Les articles en ligne n'étant pas paginés, nous renvoyons au numéro du paragraphe (§).

légitimer l'ordre territorial. Pour y répondre, ils passent en revue la littérature existante sur la charge environnementale du « retour des territoires », qui se structure à partir de trois « nœuds d'interaction » : la valorisation de ressources matérielles, la promotion du récit territorial et l'organisation des acteurs pour faire territoire. Ils proposent de synthétiser les effets territoriaux de l'écologisation à partir de trois configurations : l'« écologisation a-territoriale » (des enjeux écologiques trop ambitieux éclipsent ceux des territoires), l'« écologisation alibi » (comme instrument pour favoriser ou produire le local) et l'« écologisation émancipatrice » (comme ressort à la territorialisation). Enfin, ils concluent que, dans les discours, l'intégration des enjeux environnementaux permet de réactualiser nos conceptions du territoire et de contribuer à retrouver du sens et de la cohésion, notamment par la mobilisation du symbolique et du politique.

En complément des analyses sur les dynamiques descendantes, les textes suivants réhabilitent des approches empiriques. L'article de Carole Barthélémy et al. analyse la territorialisation du plan Écophyto, initié en 2008 dans la cadre des « Grenelle(s) de l'environnement », pour enclencher le changement de pratiques autour des produits phytosanitaires. Il cherche à comprendre les impacts de la requalification environnementale d'un territoire agricole quant à l'utilisation des pesticides, ou encore le rôle de ces modifications sur les dynamiques territoriales. Si les auteurs comparent les « destins » environnementaux de deux territoires agricoles (la Camargue et le Beaujolais) pour réfléchir les multiples facteurs pouvant jouer sur ces processus, la grande force de leurs études sociologiques reste de réhabiliter le rôle de la famille vis-à-vis des traditions et des innovations en matière de pratiques agricoles. Il apparaît ainsi que leur écologisation et l'utilisation des produits phytosanitaires sont le résultat d'une articulation complexe dans laquelle les agriculteurs sont spatialement, socialement et temporellement inscrits.

Dans la seconde partie de la revue, organisée autour des synergies entre écologisation et territorialisation, les auteurs interrogent la fonction et les leviers mis en place par divers groupes d'acteurs dans la compréhension commune de ces processus. Sabrina Doyon s'inspire de la political ecology pour saisir l'histoire environnementale locale afin de mettre en perspective les changements environnementaux ancrés dans un contexte socio-économique et politique particulier, celui de la région de l'Empordà, en Catalogne Nord. Pour ce faire, elle choisit de se concentrer sur l'analyse des discours, des pratiques agricoles et des « identités environnementales »⁵ des nouveaux paysans de la région, qu'elle nomme « paysans alternatifs » par rapport aux producteurs conventionnels. S'appuyant sur une mobilisation particulière de ce territoire entre terre et mer, ce groupe social souhaite réaliser la convergence de l'écologisation et de la territorialisation de l'agriculture et participe à la construction d'un nouveau paysage agricole local. Reste à savoir à qui profite la promotion de ce modèle local et durable : aux acteurs « alternatifs » ou aux acteurs « conventionnels » ?

S'intéressant plus particulièrement à la production de savoirs écologiques autour de l'agriculture (péri)urbaine, Elisabeth Rémy et al. partent du constat que, malgré l'abondance du discours sur l'écologisation des pratiques, un élément central a longtemps été passé sous silence : la question de la qualité du sol. Ainsi, le texte s'attache d'abord à comprendre pourquoi et comment ce sujet est invisibilisé dans les débats autour de l'agriculture urbaine. Il apporte des éléments de réponse en analysant le rôle des experts dans la mise en écologie et en territoire de la culture des sols (péri)urbains et décortique les mécanismes complexes par lesquels ils ont « produit de l'ignorance »⁶

⁵ Référence à Robbins Paul, *Political Ecology. A Critical Introduction*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2004.

⁶ Les auteurs de l'article se réfèrent notamment aux travaux de Fillion Emmanuelle et Torny Didier, « Un précédent manqué : le distilbène et les perturbateurs endocriniens. Contribution à une sociologie de l'ignorance », *Sciences sociales et santé*, vol. 34, n° 3, 2016, p. 47-75.

devant le dictat du local et l'urgence de développer ces modèles jugés résilients. Enfin, les auteurs s'intéressent aux aspects politiques et au cadrage normatif dans l'émergence d'un nouvel objet d'intérêt collectif, le « sol urbain nourricier », qui semble correspondre à l'intégration du sol dans les débats sur cette forme de culture.

À la lecture de l'ensemble des contributions, nous sommes marqués par la variété des combinaisons possibles entre les processus de territorialisation et d'écologisation des pratiques. Pourtant, il se dessine certaines tendances qui mériteraient d'être approfondies en multipliant et en diversifiant encore davantage les études de cas. En effet, si les expériences écologiques alternatives (permaculture, biodynamie, relocalisation de l'agriculture) semblent moins relayées, le cadrage des enjeux environnementaux à partir des notions de « développement durable », ou plus récemment de « transition », est plutôt bien diffusé et constitue un référentiel important des pratiques jugées écologiques dans les territoires. Enfin, en termes méthodologiques, les approches institutionnalistes et constructivistes de la territorialisation de la transition et les approches empiriques de l'écologisation des pratiques apparaissent plus efficaces que le fonctionnalisme pour analyser les relations et les histoires singulières entre ces phénomènes.